



Alexandra Cordebard

Maire du 10^e arrondissement de Paris

A l'attention des parents d'élèves du 10^e arrondissement

Madame, Monsieur, Chers Parents,

J'ai souhaité vous écrire pour vous faire part d'une préoccupation majeure et que je sais partagée par vous s'agissant de l'avenir de nos écoles publiques.

Alors que notre arrondissement a déjà subi la suppression de 10 classes dans les écoles et de deux classes dans les collèges à la rentrée scolaire 2024-25, l'Etat souhaite aujourd'hui nous imposer 10 nouvelles fermetures de classes pour la rentrée prochaine.

Je m'oppose avec la plus grande vigueur à ces projets de fermetures. D'une part, parce qu'elles dégraderont significativement les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des équipes éducatives. D'autre part, parce qu'elles s'inscrivent dans un démantèlement programmé du service public à Paris, lequel fragilisera le vivre-ensemble et creusera encore davantage les inégalités sociales, au mépris du bien commun.

En fixant un objectif arbitraire de 110 fermetures de classes à Paris, l'Etat n'obéit qu'à une logique bêtement comptable, totalement décorrélée de la réalité de nos écoles.

Comment justifier autrement ces fermetures de classes alors que, dans le 10^e, les effectifs restent stables dans la plupart des établissements, voire enregistrent pour certains d'entre eux une hausse du nombre d'élèves, à la faveur notamment de nouvelles livraisons de logements ?

Comment justifier des effectifs toujours plus nombreux alors que la France compte déjà parmi les pays de l'OCDE où les classes sont les plus surchargées ?

Comment justifier l'acharnement à l'encontre de nos quartiers populaires, alors que la moitié des écoles concernées par les fermetures relèvent du Réseau d'Éducation Prioritaire, bénéficiant à ce titre de moyens adaptés à la réussite de leurs élèves et à leur attractivité scolaire, dans une logique de mixité sociale ? L'Etat fait ainsi le choix de revenir sur le dédoublement des classes qu'il a lui-même initié.

A ce non-sens systémique s'ajoute aujourd'hui la menace de la suppression des décharges pour les directions des écoles, un dispositif qui leur permet de se consacrer pleinement à leurs missions, au bénéfice des élèves et des familles.

Si, à l'échelle nationale, une école doit compter au moins 12 classes pour qu'une direction soit totalement déchargée, ce seuil est abaissé à 5 classes à Paris. Ce régime spécifique, en vigueur depuis près de 50 ans et intégralement financé par la Ville de Paris, garantit aux directrices et directeurs le temps dont ils ont besoin pour se consacrer pleinement à la vie et à la gestion de leur établissement, en assurant un accompagnement idoine pour le suivi des élèves et de leurs familles.

Demain, sans la décharge, les directions des écoles n'auront plus 5 jours à y consacrer, mais un seul.

Alors que nous mesurons chaque jour l'investissement précieux de nos directeurs et directrices, le non-renouvellement de la convention Etat/Ville de Paris qui régit ces décharges signifierait une grande perte pour l'ensemble des communautés scolaires. C'est pourquoi, aux côtés de la Maire de Paris, nous demandons son renouvellement dès cinq classes.

Dans le 10^e, je continuerai à me battre résolument, avec Eric Algrain, mon Premier Adjoint en charge des affaires scolaires et l'ensemble de mon équipe municipale, contre ces décisions injustes et injustifiées, et nous ferons tout pour empêcher leur application.

Ce combat, je sais pouvoir le conduire avec vous, parents du 10^e arrondissement. Je compte sur votre forte mobilisation pour qu'ensemble nous fassions entendre la voix de celles et ceux qui ne se reconnaissent pas dans cette conception de l'école publique.

Fidèlement,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alexandra Cordebard', with a horizontal line under the last part of the name.

Alexandra CORDEBARD